

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la IV^e Internationale)

Travailleurs ! Travailleuses ! Camarades !

La campagne électorale s'est ouverte dans une atmosphère de mensonge et de corruption. Les Partis gouvernementaux, comme ceux de l'opposition réactionnaire, se rejettent mutuellement la responsabilité des scandales, la responsabilité de la misère, de l'anarchie économique, la responsabilité de la décomposition du régime capitaliste.

Ainsi, M. Farge a échoué. Il a échoué pour avoir cru possible de régler les problèmes du ravitaillement par en haut. Les prix ont montré en flèche. Les denrées se sont à nouveau raréfiées. Et maintenant, on annonce des importations. La démagogie de M. Farge aboutit ou bien à donner satisfaction aux grands propriétaires, aux grossistes, et ce sont les consommateurs des villes qui en font les frais ; ou bien à importer, et ce sont les petits paysans qui sont ruinés : les gros continuent à s'enrichir sur leur dos.

En réalité, les scandales existent en permanence au sein du régime capitaliste. Seulement, les Ministres incapables ne les révèlent que pour excuser leur échec et préparer leur campagne électorale.

Aux premières élections, on a supprimé la carte de pain, pour la rétablir peu après.

Aux deuxièmes élections, on a annoncé 25 % d'augmentation des salaires. Ils ont été noyés par la hausse des prix.

Aujourd'hui, on ne peut même plus promettre le pain et les salaires. On nous donne des scandales.

A l'échelle internationale, Franco se porte bien, la résistance grecque est étranglée, les peuples de l'Extrême-Orient sont « civilisés » par les massacres et les incendies. Schacht et ses compères, les mécènes d'Hitler, sont libres. On lynche les nègres aux Etats-Unis. En France, Vichy se rassemble derrière de Gaulle, le P.R.L. et le M.R.P.

Le monde incohérent s'achemine vers le fascisme mondial. L'impérialisme ne peut que préparer la guerre. La bourgeoisie ne peut que ruiner les masses et non leur donner du pain.

**

La force des travailleurs est pourtant intacte. Mais leurs mains sont liées par la collaboration des classes : collaboration des représentants « ouvriers » (socialistes et communistes) avec les représentants des trusts au gouvernement.

Camarades ! il y a deux classes : les exploités et les exploités, les riches et les pauvres.

Ceux qui collaborent avec les exploités doivent, volontairement ou non, leur obéir, faire leur politique, faire payer les pauvres.

C'est ce qu'on a fait depuis deux ans. Le blocage des salaires puis les 25 % fantômes tandis que les prix doublaient, ont accru sans mesure les profits des trusts.

LES TRUSTS NOUS ONT FAIT PAYER LA GUERRE. ILS NOUS ONT FAIT PAYER L'OCCUPATION. ILS VEULENT ENCORE UNE FOIS NOUS FAIRE PAYER LA RECONSTRUCTION.

Il y a une autre fois. Assez de phrases sur l'union de tous les Français, de tous les patriotes, de tous les Républicains. LA SEULE RÉALITÉ EST QU'IL Y A DEUX CLASSES, les oppresseurs et les opprimés :

Deux classes ennemies ! Et celui qui n'est pas avec l'une est avec l'autre !

C'est pourquoi le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE est le seul à dénoncer comme illusoire et trompeuses toutes les phrases sur la possibilité de transformer le régime capitaliste par des parlottes de sommet.

Jamais dans l'histoire, la bourgeoisie n'a cédé devant les paroles. Chaque conquête du prolétariat a été obtenue dans l'action.

C'est en préconisant l'action des travailleurs eux-mêmes, seule efficace, que nous appelons tous les partis, tous les syndicats à réaliser l'unité d'action sur les revendications communes à tous, et pour lesquelles nous ne cesserons de combattre à leurs côtés.

— défense du pouvoir d'achat des travailleurs ;
— lutte contre le marché noir ;
— défense de la laïcité, de l'enseignement ;
— résistance active aux menées réactionnaires de de GAULLE et des « révisionnistes » de la Constitution.

Mais le Parti Communiste Internationaliste a inscrit aussi dans son programme la lutte et l'organisation des masses pour :

Un salaire minimum vital garanti par l'échelle mobile des salaires ;

La revalorisation générale des salaires, traitements, pensions et retraites, à partir du minimum vital ;

Le contrôle ouvrier sur la production et la répartition ; l'ouverture des livres de compte du patronat ;

Le contrôle populaire du ravitaillement ;

Des nationalisations sans indemnités ni rachat (sauf pour les petits porteurs) ;

La nationalisation de l'enseignement : la fermeture des écoles religieuses.

Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE pendant la campagne du référendum a déclaré :

Vive la Constituante souveraine. A bas le Président et le Conseil de la République.

Révocabilité des élus, élection populaire des magistrats, des fonctionnaires, des officiers.

Droit des peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes.

Les candidats du Parti Communiste Internationaliste à l'Assemblée seront demain les seuls à défendre ce programme et ces méthodes de lutte, comme ils les défendent chaque jour dans les usines, les bureaux, les campagnes.

Aujourd'hui, ceux qui sollicitent les voix des travailleurs pour en faire comme toujours cadeau au M.R.P. et de Gaulle, nous traitent de « diviseurs ».

Notre Bureau politique leur a répondu, camarades.

Dans une lettre qu'il a adressée au Parti Communiste Français, publiée dans notre organe central « La Vérité » en date du vendredi 25 octobre 1946, il a montré que ceux qui ont voté avec le M.R.P. une loi électorale destinée à barrer la route du Parlement aux députés de l'avant-garde révolutionnaire, seraient bien mal venus de se plaindre, quand le jeu de cette loi électorale inique leur fait perdre des sièges.

Il a rappelé son mépris de tout « électoralisme », mais a fait au Parti Communiste Français des propositions précises pour assurer à tous les partis ouvriers le maximum de représentation au Parlement, face aux partis bourgeois.

Une lettre semblable a été adressée le même jour par notre Bureau politique au Parti socialiste.

Ces 2 lettres sont notre réponse : partout où nous ne présenterons pas de listes, nous engageons les travailleurs à voter pour les partis ouvriers, contre la réaction bourgeoise.

Camarades, les diviseurs sont ceux qui, après avoir rejeté la représentation proportionnelle intégrale, préfèrent perdre des sièges et avoir 20 députés M. R. P. en plus sur leur droite qu'un seul député internationaliste à leur gauche.

CE SONT CEUX QUI, POUR REPLATRE LE REGIME CAPITALISTE, ONT CHANTÉ L'HYMNE A LA PRODUCTION, PRÉCONISÉ LE SALAIRE AU RENDEMENT, JOUÉ LES BRISEURS DE GREVE, LAISSÉ SE RENFORCER LES TRUSTS ET S'AGGRAVER LA SITUATION DES MASSES TRAVAILLEUSES.

Ce sont ceux qui, malgré les désaveux, les procès où ils ont été convaincus de diffamation, les mises au pied du mur, continuent leur besogne de calomnieux contre les militants auxquels ils ne peuvent reprocher que d'avoir relevé le drapeau rouge, ce drapeau qu'eux-mêmes ont laissé tomber.

Pourtant, les calomnieux, avec lesquels ne peuvent se solidariser les militants du P. S. ou du P. C. F., ont été condamnés à Clermont-Ferrand à 25.000 fr. de dommages et intérêts pour avoir diffamé un de nos candidats, déporté, héros de la lutte antifasciste.

Dans notre département, ils ont vomi les pires ordures sur notre camarade A.-M. Fauglas, candidate du P. C. I., pendant toute la dernière campagne électorale. Aujourd'hui, comme elle leur a intenté un procès, ils se sont dérobés deux fois et font tous les efforts pour éviter le passage en justice de cette affaire. Ils n'osent plus ca-

lomnier aussi « librement » notre camarade. Mais A.-M. Fauglas confondra le 5 novembre Alain Signor et Cie et le jugement fera éclater aux yeux de tous le scandale de ces procédés indignes du mouvement ouvrier.

MILITANTS OUVRIERS, il est dur d'avoir lutté longtemps pour des Partis dont la direction vous a trompés. Gardez-vous du découragement fatal. La lutte continue. C'est la même. La révolution a perdu quelques capitulards en route, la III^e Internationale s'est sabordée, comme la seconde. Qu'importe ! Le communisme de MARX et de LENINE est resté vivant. Il anime les sections de la IV^e Internationale qui, dans le monde entier, luttent sous le même drapeau pour la libération des exploités et des opprimés, pour les Etats-Unis d'Europe et du monde.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, pour défendre le pain et les libertés, pour mettre à genoux les profiteurs du régime capitaliste, rejoignez nos rangs.

MENAGERES, TRAVAILLEUSES, pour défendre votre droit à la vie et celui de vos enfants, rejoignez nos rangs.

JEUNES, le monde capitaliste n'a rien à vous offrir qu'un salaire de famine et la perspective d'un nouveau charnier. Pour abattre ce monde décadent, pour bâtir une société fraternelle,

Rejoignez nos rangs.

Affirmez votre volonté de lutte, pour la Revolution socialiste,

Manifestez votre désaveu des compromissions et des capitulations,

Assurez la défense de vos intérêts au Parlement bourgeois

— EN VOTANT POUR LES CANDIDATS

du Parti Communiste Internationaliste

(Section Française de la IV^e Internationale)

ALAIN LE DEM, de Carhaix, sellier-bourrellier à Pleyben, membre du Comité Central du P. C. I. depuis 1936, membre du Comité Fédéral des Jeunesses Socialistes de Seine-et-Oise en 1934, membre du Parti Socialiste en 1935 dans le Finistère. De 1940 à 1942, responsable politique illégal de la IV^e Internationale en Bretagne, membre de la Résistance Paysanne. Arrêté en 1942. Interné politique à Voves et à Chartres. Evadé le 14 février 1943. Membre du Comité Central illégal du P. C. I., responsable de la région parisienne, recherché par la Gestapo sous 5 identités.

ANDRÉ CALVES, de Brest, responsable régional du P. C. I. Militant des J. S. O. P. en 1939. Adhère au P. C. I. en 1940. Responsable du travail clandestin à Brest (Front Ouvrier) jusqu'en octobre 1943. Recherché par la Gestapo, devient commissaire technique à la Compagnie F. T. P. St-Just. Participe à l'insurrection de Paris dans le 19^e arrondissement. Ex-lieutenant dans le 1^{er} régiment F. F. I. de Paris (colonne Fabien) sur le front de Lorraine.

LOUIS DALMAS (Magnin dans la clandestinité), de Paris, journaliste, membre du Comité Central du P. C. I., lieutenant F. T. P., depuis 1943 dans la région parisienne. Fait imprimer plusieurs textes du Mouvement de Résistance des Prisonniers de guerre et Déportés, dont le MANUEL DU DEPORTE. Organise l'évasion, l'entretien et l'armement de prisonniers de guerre soviétiques et de républicains espagnols. Membre du réseau de renseignements Mareo Polo (capitaine Michel). Proposé pour la Médaille de la Résistance.

MARGUERITE METAYER, de Brest, employée de bureau à Quimper, membre du P. C. I. illégal en 1940. Diffuse le matériel clandestin de la IV^e Internationale. Echappe à la Gestapo à Quimper en octobre 1943. Poursuivant son activité clandestine à Paris, arrêtée en mars 1944, déportée à Ravensbruck.

A.-M. FAUGLAS, de Moëlan-sur-Mer, institutrice à Pleyben. F. T. P. en 1941-42. Membre du P. C. F. Participe à l'action antifasciste dans le département. Arrêtée par la police de Vichy en 1942. Internée politique à Rennes. Militante du P. C. I. depuis 1944.

GÉRARD TREVIEN, de Brest, charpentier-tôlier à l'Arsenal. Militant des J. S. en 1936, des J. S. O. P. en 1938, adhère au P. C. I. en 1940. Militant au P. C. I. illégal depuis 1940 (rédacteur de « Front Ouvrier »). Arrêté par la Gestapo en octobre 1943. Torturé à Rennes. Interné à Compiègne. Déporté à Buchenwald et Dora.

ELIANE RONEL, de Quimper, modiste. Militante du P. C. I. illégal en 1941. Arrêtée pour diffusion de matériel clandestin (« Front Ouvrier » et « La Vérité ») par la Gestapo en octobre 1943. Internée à la prison Saint-Charles, torturée à Rennes, puis internée au fort de Romainville ; déportée à Ravensbruck, puis au kommando de Watenstedt.

JEAN LEOSTIC, de Saint-Pierre-Quilbignon, ajusteur. Militant au P. C. I. illégal en 1944. Sinistré total.

PIERRE GUEGUEN, de Poullaouen, cultivateur à Scrignac. Engagé à Marseille dans les F. T. P. sous le matricule n° 3 en août 1941. Diffuse du matériel clandestin en zone non occupée. En 1943, responsable d'un groupe de maquisards. Copdamné à mort par Vichy et l'autorité allemande (circulaire n° 10/43 U du 18 août 1943). En 1944, commande la Compagnie Tunisie du maquis de Scrignac. Participe de façon décisive à la libération de la région.

ALICE BOURHIS, de Concarneau, institutrice à Saint-Yvi. Membre du Conseil syndical des institutrices du Finistère. Militante du P. C. I. illégal. Veuve de notre camarade Marc Bourhis, fusillé le 22 octobre 1941 à Châteaubriant.